

## Angela Merkel est favorable à une union budgétaire

Elle souhaite l'instauration d'un nouveau plafond budgétaire européen, mais réitère son opposition aux eurobonds.

Trêve de paroles, il faut agir. A en croire Angela Merkel c'est imminent. La chancelière s'adressait vendredi matin aux parlementaires allemands au lendemain du discours de Nicolas Sarkozy à Toulon.

**"Nous ne faisons pas que parler d'une union budgétaire, nous sommes sur le point de la réaliser,"** a affirmé la chef du gouvernement allemand. Cette union doit se construire *"avec des règles strictes, au moins pour la zone euro"*, la principale de ces règles étant **la mise en place d'un "nouveau plafond d'endettement européen"** qui doit permettre *"l'union de la stabilité"*.

**Mais l'union budgétaire ne doit en aucun cas impliquer une mise en commun des dettes. Angela Merkel a donc répété son opposition à l'émission d'euro-obligations (ou eurobonds) par la BCE**, une piste à laquelle Nicolas Sarkozy est lui favorable. Ce n'est pas là *"une solution à la crise"*, a maintenu Angela Merkel.

Par ailleurs, la volonté d'union budgétaire d'Angela Merkel doit s'accompagner de **sanctions automatiques si un État dépasse le maximum de déficit public fixé à 3% du PIB, ou la limite de 60% d'endettement par rapport au PIB**, soit les critères de Maastricht que nombre d'États ont outrepassé en raison de la crise. La chancelière souhaite également introduire un recours devant la Cour de justice européenne en cas d'infraction budgétaire d'un État.

Enfin, elle a appelé à la patience pour résoudre la crise, jugeant que *"celui qui réussit n'est pas forcément celui qui part le plus vite. C'est celui qui est conscient de ce qu'implique le fait de courir toute la distance"*.